



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

**Pour la construction d'un
parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en
Guadeloupe.**

**Pour l'émancipation des
peuples de Martinique et de
Guadeloupe.**

**Pour la reconstruction de la
IV^e internationale.**

Paraît toutes les 2 semaines - SAMEDI 9 MARS 2024 - n° 1323

PRIX : 1 €

ÉDITORIAL

Le capitalisme et son climat de guerre : un système à renverser !

« Les menaces occidentales créent un réel risque de conflit nucléaire ». C'est ce qu'a déclaré Poutine le 29 février suite au discours de Macron. Ce dernier a déclaré que des troupes occidentales pourraient être envoyées en Ukraine.

Ce n'est pas la première fois que Poutine évoque l'utilisation de la bombe nucléaire. Rappelons quand même que c'est l'impérialisme nord américain qui, lui, a lancé deux bombes atomiques sur les populations civiles du Japon en 1944.

Pendant toute la période de la guerre froide entre la Russie stalinienne et l'impérialisme occidental, le risque de guerre nucléaire a plané sur le monde. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale les guerres régionales n'ont jamais cessé.

Aujourd'hui la guerre mondiale est de nouveau dans l'air du temps. Et cela, depuis le début de la guerre en Ukraine en 2022. Les budgets des armées augmentent dans plusieurs pays, y compris en France. Tout cela montre que les puissants de ce monde se préparent à la guerre. Cela ne signifie pas forcément qu'il y aura très prochainement une guerre mondiale. Mais ce qui est certain, c'est que les dirigeants ont tous l'arme au poing.

Ils installent un véritable climat de guerre. C'est une réalité au vu des conflits sanglants qui se multiplient. En Palestine, les pays impérialistes laissent Israël massa-

crer 30 000 personnes à Gaza depuis le 7 octobre 2023. La guerre en Ukraine fait des dizaines de milliers de morts et blessés des deux côtés.

Toutes ces guerres, ces conflits sont générés par les classes et les couches dominantes riches. C'est un système qui fonctionne sur l'exploitation des travailleurs, par les grandes bourgeoisies occidentales ou la riche bureaucratie russe, qui tous se gavent de profits.

Le système capitaliste est un système pourrissant qui enchaîne les crises économiques. C'est inévitable. Et pour se relever des crises économiques, les capitalistes font payer la crise aux travailleurs et aux plus pauvres. Les temps de crises, d'inflation et de chômage sont propices aux guerres. La crise des années 1910 a engendré la première guerre mondiale. Quant à la deuxième guerre mondiale, elle a été impulsée par la crise de 1929.

La situation actuelle conduira à de nouveaux krachs boursiers et crises économiques violentes. À mesure que les choses se dégradent avec l'inflation, l'augmentation de la précarité et les crises économiques, les chefs d'États évoquent plus souvent la perspective de guerre.

Ces dirigeants du monde, à savoir les capitalistes et les gouvernements à leur service, jouent avec nos vies !

Le capitalisme et les dirigeants de ce système n'ont rien à apporter de bon à l'humanité. Ils sont les principaux destructeurs. Ils sont donc incapables de diriger la planète.

Il y a une classe capable de diriger ce monde : c'est celle des travailleurs. La seule classe qui vit ou survit de la vente de sa force de travail à prix réduit, mais qui produit toutes les richesses. C'est la classe sur laquelle repose toute la société. La classe ouvrière subit l'esclavage moderne. Elle n'a rien à perdre mais tout à gagner en renversant le système capitaliste.

Ainsi, les travailleurs auront une porte ouverte vers un monde sans domination d'une classe sociale sur une autre, sans concurrence entre grandes puissances et donc sans menace de guerre.

Ce programme est celui des communistes révolutionnaires. Les travailleurs ont tout intérêt à adhérer à ce programme, le seul capable de les mener vers un changement de société qui sauvera toute l'humanité.

Martinique

**CMN : les grévistes
tiennent bon**

LIRE p. 2

Guadeloupe

**Grève à la Mairie
des Abymes**



LIRE p. 3

Chlordécone

**Une loi, en guise
d'excuse ?**

LIRE p. 4

Haïti

**Les gangs
candidats au
pouvoir politique**



LIRE p. 8

Martinique

CMN : les grévistes tiennent bon

Depuis le 26 février 2024, les salariés de la société Compagnie Martiniquaise de Navigation (CMN) « Vedettes Tropicales » ont cessé le travail à la suite du préavis envoyé à leur direction le samedi 17 février 2024. CMN assure le transport de passagers entre les Trois-Ilets/Fort-de-France, et Case-Pilote/Fort-de-France dans le cadre d'une délégation de service public (DSP).

Leurs demandes portent sur une dizaine de points, parmi lesquels l'application et le respect de conventions collectives, le paiement d'arriérés de prime d'ancienneté, de congés payés et sur les conditions de travail, entre autres.

Les mercredi 21 et vendredi 23 février 2024, Charles Conconne, le gérant, a rencontré à deux reprises deux salariés du comité de grève, accompagnés d'un responsable de la CGTM. S'il reconnaît le bien fondé des demandes, il n'y a apporté aucune réponse concrète et n'est pas, pour l'instant, disposé à les satisfaire totalement. Mais il demande un délai pour apporter ses réponses. Pour mémoire, les salariés de l'entreprise se sont mobilisés en novembre 2023 et ont

eu avec le gérant une réunion de conciliation portant sur ces mêmes revendications dans les locaux de la Direction de la Mer vendredi 2 février 2024. Au contraire, il semble vouloir s'appuyer sur cette mobilisation pour obtenir plus de faveurs financières de Martinique Transport (MT) l'autorité délégante. Or il apparaît que MT avait déjà attribué les moyens financiers à la société pour qu'elle respecte ses obligations vis-à-vis des salariés. David Zobda, le président de Martinique Transport, accompagné de Jean-Claude Duverger, conseiller territorial PPM et président de la régie des transports de la CACEM, ont reçu des membres du comité de grève le mardi 27 février. Ils étaient accompagnés de deux autres

cadres dont la directrice générale, Régine Lebel. Selon Zobda, il ne peut qu'inciter Charles Conconne à négocier, mais pas l'y contraindre. Quant aux autres faits qui lui ont été signalés, il envisage de procéder à des vérifications.

La direction de la CMN, elle,

louvoie et cherche à gagner du temps. Mais le temps pourrait être moins serein que ne l'espère Conconne car les grévistes ont décidé de ne plus se laisser mener en bateau.



Guadeloupe

Manifestation des ouvriers de la banane contre l'empoisonnement au chlordécone

Jeudi 29 février, une vingtaine d'ouvriers de la banane ont décidé de manifester devant la préfecture de Basse-Terre contre l'empoisonnement au chlordécone dont ils sont victimes.

Le même jour, le député Califer présentait une proposition de loi visant à reconnaître la responsabilité de l'État dans cet empoisonnement.

À leur arrivée à la préfecture, l'accès au perron couvert leur a

été interdit par la police. Il s'est ensuivi une protestation des manifestants. Malgré cet accueil, un représentant de l'État a reçu une délégation des travailleurs composée de plusieurs ouvriers. Actifs ou retraités, ils ont tous payé

un lourd tribut au chlordécone. Certains ont perdu un proche mort de cancer, d'autres ont ruiné leur santé pendant leur vie de labeur. La délégation a remis un cahier de revendications réclamant notamment la décontami-

nation des sols, l'indemnisation de toutes les victimes de l'empoisonnement et de leurs ayants-droits ainsi que la condamnation des empoisonneurs, les grands planteurs de banane.

Pôle logistique CHU : la lutte a payé

Les agents avaient commencé la grève au début du mois de février, ils exigeaient notamment

l'application des accords signés en 2015, la titularisation des travailleurs contractuels et la régularisation de la carrière des

agents. Un protocole de sortie de crise a été signé le 21 février. Ils

ont obtenu la cédésation de 45 contractuels et l'avancement de grade de certains agents.

Cimgua : des pertes de chances criminelles pour les malades

Le Cimgua (Centre d'imagerie moléculaire de Guadeloupe) s'est vu obligé de fermer ses portes le 27 février 2024 à cause du manque de personnel. C'est un établissement qui permet entre autres la détection et le suivi de patients atteints du cancer grâce au TEP scan.

C'est le seul équipé de cette technologie en Guadeloupe. L'établissement n'embauche qu'une seule radio-pharmacie, qui se trouve être en congé maladie jusqu'au 10 mars.

Depuis l'ouverture de l'établissement en juin 2018, l'établissement a déjà subi cinq fermetures imprévues pour manque de per-

sonnel. Le CHU de Guadeloupe qui est censé gérer les effectifs du CIMGUA, a annoncé l'arrivée d'un radio-pharmacien dans le département le 4 mars. Cela n'empêche pas que durant la semaine de fermeture ce sont des dizaines de patients de Guadeloupe et de Martinique qui ont vu leur rendez-vous annulé.

C'est un manquement grave,

quand on sait que la Guadeloupe et la Martinique sont des championnes du cancer, notamment à cause du chlordécone.

De plus, une étude sur le cancer menée par l'Institut National du Cancer, Santé Publique France et le réseau Francim des registres des cancers, a démontré que les personnes atteintes de cancer en Guadeloupe ont moins

de chance de survie que dans l'Hexagone.

L'étude pointe du doigt les retards dans l'accès ou le recours aux soins et « *Le déficit de médecins spécialistes en oncologie en Guadeloupe et un taux d'équipement en IRM inférieur à celui de l'Hexagone.* »

Grève à la mairie des Abymes

La grève des agents des Abymes pour l’obtention de tickets restaurant a démarré le 27 février. Les grévistes ont installé leur piquet de grève à la mairie et devant le service technique.



Les agents sur leur piquet de grève permanent le 3 mars 2024.

Le maire refuse de négocier avec les grévistes. Il fait tout pour dénigrer la grève. Il tient des propos violents sur les réseaux sociaux en appelant presque au lynchage des grévistes. Le 1er mars, ce maire a envoyé une troupe composée d’élus municipaux, de militants de son parti

politique et d’agents de la collectivité. Ces derniers ont attaqué le piquet de grève devant le service technique. Les images ont circulé partout. Les grévistes ont résisté face à cette attaque et leur détermination en est ressortie grandie. Ils ont transformé le piquet de grève

en *bik*, c’est-à-dire en campement permanent. Ces appels à la violence sont le signe d’un comportement de maire aux abois qui craint qu’une partie de son influence sur les agents en prenne un coup. Pourtant une pétition pour les

tickets restaurants a rassemblé 901 signatures parmi les agents en novembre dernier. C’est plus de 80 % du personnel communal ! Ces 901 signatures sont plus légitimes que n’importe quel conseil municipal.

Scandale alimentaire

Une habitante de Guadeloupe s’est récemment indignée sur Facebook à propos de la baisse de la qualité de la nourriture dans les supermarchés. Une centaine de témoignages, principalement de femmes, ont fusé à la suite de son post.

Pâtes, riz remplis de mites, viandes avariées, produits laitiers moisies, haricots qui ne cuisent pas « impossible d’en faire quoi que ce soit. Ils sentent mauvais dans toute la maison, font de la mousse et ne cuisent pas. ». Une autre personne parle de « biscuits petit-déj avec moisissures et asticots dessus, lentilles remplies de mites, eau qui pourrit et pue dans la bouteille » ou encore du « lait en poudre

pourri devenu jaune, date périmée au rayon ». Les exemples sont récurrents, Carrefour, Lescier, Super U, Leader Price, Monoprix, toutes les enseignes sont citées. Les internautes parlent aussi du goût des produits qui change, se dégrade tandis que tous les prix augmentent ! Au vu du nombre de produits impropres à la consommation en Guadeloupe, il existe une réelle négligence des vendeurs quant à

la conservation des aliments. Les packs d’eau vus entreposés au soleil, des palettes de surgelés laissées un temps à l’extérieur, dates de péremption repoussées. Depuis le début de l’inflation, les industriels ont aussi tendance à dégrader la qualité nutritionnelle des produits en changeant la proportion des ingrédients, tout en augmentant leur prix au litre ou au kilo. Il y a une augmentation d’additifs mauvais

pour la santé au détriment des ingrédients plus sains. Récemment l’industriel Craf avait fait scandale en important du riz impropre, plein de pesticides. Les autorités ferment les yeux comme pour le scandale de l’eau. Les riches possédants des enseignes ont les mains libres. Tant qu’ils n’auront pas face à eux la colère populaire, ils continueront de vendre des produits impropres à des prix d’or !

Chalvet : le préfet sur les lieux du crime de son État

Cette cérémonie s’est déroulée le samedi 17 février dans la commune de Basse-Pointe dont la maire est Madame Marie-Thérèse Casimirus apparentée au PPM (Parti Progressiste Martiniquais).

Étaient associées à cette commémoration, les communes du Gros-Morne, du Marigot, du Lorrain et du Prêcheur avec le concours de la communauté d’agglomération Cap-Nord, pour une marche commémorative.

Rappelons les faits. Les ouvriers agricoles avaient déclenché une grève contre la cherté de la vie et l’augmentation des licenciements, et aussi contre l’usage des pesticides estimés dangereux. Leur salaire journalier était de 20 à 29 francs par jour aligné sur le salaire minimum agricole garanti le (SMAG). Ils exi-

geaient l’alignement du salaire sur le SMIC qui était à l’époque de 35 francs par jour. Mais les capitalistes békés ne l’entendaient de cette oreille. Inquiets du développement de la grève, ils ont demandé au représentant de l’État, le préfet Christian Orsetti, de rétablir l’ordre. Ce dernier a exécuté sur le champ et a ordonné l’envoi d’une dizaine de camions comprenant 200 gendarmes armés jusqu’aux dents dans la commune de Basse-Pointe, à Chalvet où se déroulait une marche des ouvrières et ouvriers, le 14 février. Au dessus des ouvriers un hélicoptère cra-

chait sur eux des grenades lacrymogènes et selon des témoins, des tirs au revolver à balles réelles. Cette tuerie s’est soldée par un mort, Ilmany Sérrier, dit Rénor et une dizaine de blessés. Et pendant l’enterrement on apprend la mort du jeune Georges Marie-Louise retrouvé sur une plage à Basse-Pointe, probablement frappé à mort par les membres des forces de répression, gendarmes ou autres. Le fait surprenant de cette journée de commémoration, c’est la présence du préfet Jean-Christophe Bouvier, invité par les notables du coin. C’est-à-dire

d’un représentant de l’État au service des capitalistes, des exploités, des empoisonneurs et de la bourgeoisie. Et pourquoi ne pas aussi inviter à cette commémoration quelques capitalistes békés, témoins et responsables de cette tuerie à Chalvet ?

À aucun moment, les notables présents n’ont crié au scandale et à l’insulte à la population de Martinique. Ils se sont gentiment montrés, comme d’habitude, respectueux vis-à-vis de l’impérialisme français et de la bourgeoisie locale.

Chlordécone : une loi, en guise d'excuse ?

Après des années de déni, après le non-lieu par les tribunaux le 2 janvier 2023, le Parlement a, ce 29 février, voté une loi censée permettre d'indemniser les victimes de l'empoisonnement au chlordécone.

En Martinique et en Guadeloupe le nombre de malades de cancer pour 100 000 habitants serait un des plus élevés au monde, trois fois plus élevé que dans l'Hexagone. Il touche de très nombreux travailleurs des plantations de banane dont beaucoup sont déjà décédés ! Cette loi, proposée, devrait faire reconnaître la responsabilité de l'État et permettre qu'il indemnise les victimes. Notons en passant que les gros planteurs, les békés, peuvent continuer tranquillement à faire croire qu'ils avaient le droit de laisser les travailleurs répandre le produit ou

laver les bananes dans une eau chargée en chlordécone, sans gants ni masques, quitte à faire chaque jour des malaises, cela pendant des années. Pourtant en 1972 lors de l'introduction en Guadeloupe et en Martinique de cet insecticide, vrai poison, le chlordécone était déjà rejeté aux États-Unis. Il était responsable d'une grave pollution, soupçonné d'être cancérigène. L'usine qui le fabriquait avait dû être détruite en 1976 ! La loi a été votée par une minorité :100 députés. Et il y a eu 76 abstentions. Il semble que trois quarts des députés étaient

« de repos » ce jour-là. Ceux du parti de Macron, ceux de la majorité, du moins les quelques uns présents, se sont abstenus. La loi devra passer devant les sénateurs et revenir pour un dernier vote au Parlement. Les députés qui la soutiennent semblent optimistes. Les travailleurs des bananeraies ont déjà eu à déposer des dossiers à la Sécurité sociale pour ces fameuses indemnités. Pour le dossier il faut être malade. Il y a une liste de plusieurs cancers, pas seulement celui de la prostate, reconnus comme dus au chlordécone. Il faut fournir le

document de « la première consultation médicale liée à la maladie ». Cela n'est pas toujours facile. Et il faut donner la preuve que la contamination est professionnelle ! Pas évident non plus ! Les employés de la Sécurité sociale chargés de recevoir ces dossiers doivent en permanence écrire en France pour éclaircir les règles à respecter. Les sommes attendues sont inconnues et très basses, environ 300 € par mois. Il faudra probablement lutter encore pour de vraies indemnités.



Une molécule qui contamine tout !

Outre les contaminations professionnelles, ce poison qui a envahi la terre et les eaux des deux îles donne des cancers aux

hommes et aux femmes et aux jeunes enfants, des troubles neurologiques. Les pêcheurs sont handicapés par cette molécule :

dans la mer elle contamine les poissons et les oblige à de grands déplacements coûteux pour pêcher. Elle est responsable

de la pollution des « racines », ignames, patates douces... et appauvrit les agriculteurs.

La responsabilité de l'État, un miroir aux alouettes !

Bruyamment, la presse vient d'ouvrir un nouveau volet dans le dossier du scandale sanitaire lié au chlordécone. Les députés, Élie Califer du groupe socialiste en tête, ont fait adopter en première lecture une proposition de loi visant à reconnaître symboliquement « la responsabilité de l'État et à indemniser les victimes du chlordécone », comme il le dit lui-même. Mais où en est-on véritablement dans ce dossier ?

Dès la fin du mois de janvier 2022, la Cour de justice de la République a déclaré irrecevables les plaintes déposées contre d'anciens ministres dans le dossier de l'utilisation du chlordécone aux Antilles... Reste l'indemnisation des victimes. Et là Califer propose sans grande imagination, de prendre l'argent dans la poche des contribuables. En effet la recette pour l'indemnisation réclamée à l'État, sera compensée par la création d'une taxe additionnelle sur les tabacs, taxe qui correspond à un chapitre du code des impositions. D'ailleurs l'idée de Califer est d'une telle banalité, que l'un des députés signataires, Marcellin Nadeau, déclare avoir déposé un nouveau projet de loi sur la « reconnaissance, l'étude et l'indemnisation des victimes de

la chlordécone ». Ce qui ressemble bien à un enfumage médiatico-politique, pose la question suivante, à quoi peuvent servir tous ces cautères sur jambe de bois, sinon à dissimuler autre chose ? Cette dite loi sur la « responsabilité de l'État », dont semble s'enorgueillir tous nos députés locaux, ne participe-t-elle pas à élargir le voile qui masque les véritables responsables ayant tiré profit de ce scandale sanitaire ? C'est-à-dire, les capitalistes békés. C'est d'abord à eux, ces empoisonneurs, qu'il faudrait demander des comptes, eux qu'il faudrait juger, et condamner à indemniser les victimes. De même envers l'État qui les a couverts et qui est à leur service. Où en est-on, quant à la mise en cause de la responsabilité des

fabricants, des distributeurs, des grossistes, des commerçants, des employeurs et de tous les profiteurs qui gravitent autour du marché de pesticides ? Ces derniers sont produits par les multinationales Bayer et Monsanto qui s'enrichissent sur le dos des victimes. Si la « reconnaissance de la responsabilité de l'État », voulait dire que des décisions pourraient conduire à des réformes législatives, visant à prévenir de telles situations criminelles à l'avenir, elle pourrait avoir du sens ! Ce n'est vraiment pas la direction qui est prise. Car, au moment même où l'adoption de cette « loi de reconnaissance » suit son cours, elle est déjà battue en brèche par le cynisme habituel de Macron, puisque le gouvernement du premier ministre Attal a mis en pause le

plan « Ecophyto 2030 ». Ce qui correspond à la mise au placard du plan de réduction de l'usage des pesticides. Conclusion, si un pas vient d'être franchi, ce n'est pas celui d'une justice en direction des victimes du chlordécone et des autres pesticides. Ce miroir aux alouettes qu'est la proposition de Califer n'est qu'illusion et tromperie, car rien ne changera pour les victimes. Le véritable changement, la véritable justice devra passer par le renversement de ce système capitaliste, par l'expropriation des grandes terres agricoles par les ouvriers agricoles en lutte. C'est-à-dire, le renversement de tous ceux qui aujourd'hui profitent d'une totale impunité et qui s'enrichissent de la rente des pesticides, au détriment de la vie des victimes.

Martinique

4 mars 1948 : tuerie à l'habitation Lajus au Carbet

Sur cette habitation du Nord-Caraïbe, des ouvriers réclamaient une augmentation de leurs salaires. Leur patron béké Jacques Bally

ne cède qu'après quatre jours de grève. Ils repartent vers le bourg, et sur leur route ils sont surpris par un barrage de gendarmes qui tirent sur le groupe

d'ouvriers et sans sommation, sous ordre du préfet Pierre Trouillé. Bilan trois morts : André Jacques et son frère Henri Jacques et Mathurin Dalin, deux

grièvement blessés et d'autres légèrement. Cette fois encore, les capitalistes békés ont fait appliquer la répression contre des ouvriers en lutte.

Zobda, Macron, Larcher, patronat, même combat

En réponse aux revendications justifiées des salariés, David Zobda a décidé de leur imposer « un service minimum ».

David Zobda est président du Conseil d'Administration de Martinique Transport. Il est par ailleurs maire du Lamentin où il a succédé à Pierre Samot, autrefois membre du PCM. Zobda est également le président de « *Bâtir le pays Martinique* », le parti créé par Pierre Samot quand il s'est éloigné du PCM et des idées communistes. Interrogé par une journaliste sur le conflit en cours, David Zobda a d'abord déclaré : « *Le président de Martinique Transport n'est pas le super patron du patron (de Vedettes Tropicales)* ». Selon lui, il ne peut pas interve-

nir directement dans la gestion interne de l'entreprise et donner des directives à son gérant. Et donc, il renvoie les salariés en lutte vers les tribunaux. Comprendre : Débrouillez-vous (sans nous). Mais il en a profité pour pondre un petit œuf qui comblera de plaisir le patronat (Medef, CPME), mais aussi et surtout Macron qui dispose là d'un soutien qu'il n'attendait (peut-être) pas. « *... Je ne peux donc pas mettre en place un service minimum. Je le regrette profondément. Mais dans la prochaine DSP, en nous servant de cette*

expérience, nous instaurerons au préalable le service minimum obligatoire ainsi que d'autres garde-fous pour éviter de nous retrouver dans une telle situation » (France-Antilles Martinique du 29 février 2024). Gérard Larcher, président du Sénat, sera content d'apprendre que son idée est reprise par un élu de Martinique. Il a exposé exactement la même préoccupation à propos de la récente grève des contrôleurs de la SNCF en disant vouloir « encadrer », c'est -à-dire restreindre le droit de grève.

Voir dans la grève actuelle une opportunité pour glisser dans le cahier des charges de la prochaine DSP (délégation de service public) un service minimum pour réduire les moyens de pression des salariés : voilà qui a le mérite de la clarté en montrant de quel côté Zobda se positionne. Faible devant les forts, pour ne pas dire complice de ces derniers, et fort face aux faibles. Zobda donne ainsi des gages au patronat en montrant qu'il est de leur côté pour faire le sale boulot.



France

Colère agricole : deux mondes

La contestation des agriculteurs a résonné au Salon de l'agriculture 2024.

Macron, chahuté à l'ouverture, escorté par les escadrons de police, a annoncé des mesures comme la fixation d'un prix plancher pour chaque production ou une année blanche pour permettre aux agriculteurs de rembourser leurs crédits. Rien n'est pourtant assuré pour les exploitants en souffrance. Au sein même du salon, l'interlocuteur de Macron fut Arnaud Rousseau président de la FNSEA, le premier syndicat agricole, mais aussi dirigeant du groupe Avril, un géant de l'agroalimentaire spécialisé dans l'huile générant des bénéfices par milliards. Arnaud Rousseau réalise d'ailleurs la moitié de ses affaires à l'étranger. Autant dire que la défense des intérêts des petits exploitants écrasés par la grande distribution et les banques est loin d'être sa priori-

té. Il y a deux camps, d'un côté les petits agriculteurs, qui produisent et vivent de leur travail, mais aussi les ouvriers agricoles. De l'autre ceux qui encaissent les profits car ils possèdent les capitaux. Les agriculteurs en souffrance, eux, comptent bien poursuivre la lutte. Le 1er mars ils ont perturbé la circulation sur les autoroutes, des dizaines de tracteurs ont stationné au château de Versailles, d'autres ont mené une opération de blocage place de l'Étoile à Paris. Au salon, des agriculteurs s'en sont pris au stand de Lactalis. Gros industriel du lait, Lactalis achète le lait de 60 % de la production en France. Ce groupe fait la pluie et le beau temps. Les agriculteurs sont dépendants de la firme et contraints d'accepter de vendre leur lait à des prix extrêmement

bas, autour de 0,40 € le litre, permettant de dégager des revenus souvent inférieurs au RSA. Ces industries couplées à la grande distribution qui elle aussi impose ses prix, prennent tout l'argent et laissent les producteurs perdants. Un patron comme Besnier, celui de Lactalis, a toujours acquis sa fortune en écrasant les petits

producteurs et en exploitant des milliers de travailleurs à travers le monde. Les petites mesures de « prix plancher » de Macron, comme les précédentes, ne feront pas bouger de tels mastodontes. Les exploités s'appauvrissent. Les capitalistes décident comment s'enrichir et l'État bourgeois est là pour les protéger.



L'IVG dans la constitution : un progrès qui reste limité

Le Sénat et le Parlement, ont voté favorablement pour l'inscription de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) dans la constitution. Depuis 1975, avec l'adoption de la « loi Veil », l'IVG était dépénalisée. Simone Veil, ministre de la Santé à l'époque, avait défendu la liberté pour les femmes d'avorter « dans des situations extrêmes ». L'inscription de l'IVG dans la constitution est un pas supplémentaire dans la mesure où il sera plus difficile de revenir sur

cette liberté. L'IVG est dès lors considérée comme « une liberté fondamentale » disent certains. C'est important car dans plusieurs pays, des gouvernements réactionnaires sont revenus sur ce droit. L'IVG est interdite depuis 2022 dans 14 États des États-Unis. Elle est remise en question ou soumise à des restrictions sévères en Hongrie, en Argentine. L'inscription dans la constitution ne garantit pas forcément le respect de la loi. Le droit au tra-

vail est inscrit dans la constitution. D'autres libertés, telle la liberté d'expression ou la liberté de la presse sont elles aussi dans la constitution mais elles restent fortement dépendantes du bon vouloir de ceux qui dirigent cette société, les capitalistes. Par ailleurs, liberté ou pas, l'IVG n'est pas accessible à toutes les femmes. Depuis 15 ans, 180 centres et hôpitaux où l'IVG était pratiquée ont été fermés en France. Pour celles qui résident dans les zones dites

« déserts médicaux », c'est compliqué. Encore plus pour les femmes en situation précaire et celles, sans papiers, qui n'ont pas accès à l'assurance maladie. En plus du droit, il faudrait aussi des moyens, une contraception accessible à toutes, une éducation ou information large, des centres de proximité. Cela n'est pas prévu dans la constitution. Seule la mobilisation peut l'imposer, comme les combats des femmes ont su imposer la liberté d'avorter il y a 50 ans.

8 mars : journée internationale de lutte des femmes

Le dernier rapport du Haut Conseil à l'Égalité (HCE) de janvier 2024 sur l'état du sexisme en France parle de « s'attaquer aux racines du sexisme ». Pour le HCE le sexisme viendrait de la famille, de l'école et du numérique. Si tous ces milieux sont bel et bien empreints de sexisme, ils ne sont que les vecteurs des idées dominantes de la société capitaliste.

Depuis quelques années, les femmes osent plus souvent dénoncer les violences sexuelles et sexistes à travers les mouvements sociaux comme #MeToo. Actuellement Gérard Depardieu, acteur français, est sous le feu des projecteurs. Il est visé par cinq plaintes pour viol et agression sexuelle. Encore 37 % des femmes déclarent avoir vécu une situation de non-consentement. L'exploitation « sexuelle » n'est par ailleurs qu'un aspect de la surexploitation des femmes. En 2023 les écarts de salaires entre hommes et femmes sont de 5 % à poste et temps de travail égal. Si l'on doit prendre en compte le fait que les femmes sont plus souvent à temps partiel que les hommes, cet écart monte à 22 %.

L'oppression des femmes est apparue avec le développement des sociétés basées sur l'exploitation. L'oppression sexiste que subissent les femmes est un dérivé de l'exploitation tout court. Dans le système capitaliste, c'est la bourgeoisie qui en tire le plus profit.

Le 8 mars, la journée internationale de lutte pour les droits des femmes est l'occasion d'affirmer que l'émancipation des femmes ne sera possible qu'en mettant fin à la dernière des sociétés d'exploitation, la société capitaliste.

La journée du 8 mars et le mouvement ouvrier

En Martinique, en Guadeloupe et dans de nombreux pays, le 8 mars, journée internationale de lutte pour les droits des femmes a été célébré par les associations féministes, les syndicats et partis ouvriers. Manifestations, rassemblements festifs, expositions ou rappels historiques, ont mis en lumière les luttes des femmes pour arracher leurs droits dans cette société d'exploitation capitaliste.

C'était aussi l'occasion de dénoncer les reculs actuels des droits des femmes augmentés suite aux guerres, à l'augmentation de la pauvreté, et à l'accélération de la crise du capitalisme. L'occasion aussi de combattre les féminicides et les violences, sournoises, qui touchent, humilient, violentent de nombreuses femmes dans leur quotidien. Elles sont aujourd'hui dénoncées sur les réseaux sociaux dans les élans de « Me too » ou, « Balance ton porc » aux Antilles !

La journée du 8 mars trouve son origine dans les luttes ouvrières et socialistes du début de 20ème siècle. Les femmes manifestent pour avoir le droit de vote, pour de meilleures conditions de travail et pour l'égalité des droits avec les hommes. En 1910, la militante socialiste Clara Zetkin propose pour la première fois la création d'une « Journée internationale des femmes » lors de la 2ème Conférence internationale des femmes socialistes, qui se tient à Copenhague (Danemark) . Le 8 mars 1917, c'est aussi la date anniversaire des manifestations des ouvrières de Saint Pétersbourg, en Russie, à l'origine de la révolution russe. Le mouvement ouvrier révolutionnaire a été pionnier dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs et des femmes.

Un siècle plus tard, on constate que les forces politiques qui défendent l'ordre existant sont à l'offensive. Ces courants réactionnaires sont même prêts à l'attaque pour tenir à bout de bras le système capitaliste en crise permanente, un système qui parasite toute l'économie. Et cela se traduit par le recul de toute la société. Quand les combats cessent, quand les opprimés subissent, les droits pourtant acquis de haute lutte reculent. Et la situation des femmes de par le monde est désastreuse.

Malgré leurs luttes acharnées, pour survivre parfois, les conditions de femmes régressent. C'est le cas des filles et des femmes des pays en guerre, au Yémen, au Soudan, au Congo, en Ukraine, à Gaza. Elles sont parfois prisonnières d'intégristes religieux comme en Arabie Saoudite ou en Afghanistan ou des gangs criminels et violeurs comme en Haïti.

Les soi-disant plans de lutte contre les discriminations ou les violences faites aux femmes, élaborés par les institutions internationales telles l'ONU, n'ont pas pour objectif d'y mettre fin. Pas plus que ceux des gouvernements. En soutenant les dirigeants d'un système capitaliste au service des grands groupes, ils ne font au mieux qu'accompagner ces inégalités et ces souffrances.

Cette évolution réactionnaire se manifeste aussi dans les pays riches. L'an dernier, la Cour Suprême des États Unis a annulé l'arrêt garantissant depuis près d'un siècle le droit des Américaines à l'avortement. En France, les attaques contre les services publics de santé font reculer le droit à l'avortement... À cela s'ajoute un recul des consciences et une montée des idées réactionnaires : racisme, homophobie, poussée des idées obscurantistes et religieuses.

Contre le recul des idées de progrès, contre tous les courants politiques réactionnaires, il est vital que renaissent le mouvement ouvrier, ses combats, ses valeurs. Car ce sont les interventions massives de la classe ouvrière, ses luttes, qui ont fait progresser la société et qui ont permis aux opprimés et en particulier aux femmes, d'arracher des droits vitaux pour eux. Il est urgent aussi que renaisse un parti représentant les intérêts politiques du prolétariat. Un parti qui se donne pour objectif de renverser ce système capitaliste pourrissant qui génère la barbarie.



Clara Zetkin, militante socialiste vers 1890.

Guadeloupe

Les petits planteurs de canne en lutte

Une fraction combative des petits planteurs de canne sont réunis en collectif. Ils ne baissent pas les bras. Comme ils l'avaient annoncé, ils ont bloqué la récolte depuis le 24 février. Ils empêchent les camions de canne d'entrer dans l'usine Gardel du Moule.

Ils ont rencontré les parlementaires ainsi que le directeur de l'usine, mais sans résultats. Pourtant ils ont revu le prix de la tonne de canne à la baisse, 120 euros au lieu de 160 euros comme ils le réclamaient au début du mouvement.

Le mieux serait que les ouvriers de l'usine se mettent en grève sur leurs propres revendications en étant solidaires des petits planteurs.

Israël et les USA : des parcours différents mais un système commun qui mène à la guerre

Nous publions ci-dessous le dernier éditorial du journal Trotskyste américain *The Spark*

Biden a annoncé que les États-Unis avaient transporté des repas par avion à Gaza pour soulager les gens qui sont en train de mourir de faim. Trente-huit mille repas ont été livrés à ce camp de concentration en plein air qu'est Gaza. Mais les personnes affamées de Gaza ont besoin de deux millions de repas par jour.

C'est un geste cynique derrière lequel les États-Unis cachent leur propre rôle dans la catastrophe. Biden, à l'approche de l'élection présidentielle prétend qu'il désapprouve la guerre que mène Israël. Mais les actes parlent plus fort que les mots. Alors même que la guerre devenait plus sanglante, destructrice et barbare, les États-Unis continuaient d'apporter tout le soutien à l'État hébreu. Le matériel militaire acheté avec des dollars des États-Unis massacre la population de Gaza.

Il n'y a pas que Biden. La superpuissance américaine, dirigée par les deux partis politiques, a créé et renforcé cette vaste machine de guerre qui est l'armée israélienne. Sous Trump, c'était la même chose. Avec Trump ou Biden, ce sera la même chose.

Les guerres menées par les États-Unis et l'État hébreu sont imbriquées. Israël a bombardé l'Iran et la Syrie à de nombreuses reprises. Il a envahi le Liban, attaquant les rébellions des pauvres. Il a aidé l'Arabie saoudite à bombarder le Yémen. Il a bombardé l'Irak à l'époque où Saddam Hussein était au pouvoir. Il s'est associé aux États-Unis pour imposer la domination des

États-Unis sur le Moyen-Orient. Son armée protège les investissements des compagnies pétrolières américaines, des grandes compagnies d'ingénierie, des grandes sociétés financières américaines. Les guerres menées par les deux pays ont fait du Moyen-Orient une véritable mine d'or pour les fabricants d'armes américains.

Mais il a aussi ses propres objectifs. Depuis la création israélienne en 1948, l'objectif des dirigeants israéliens a été d'étendre les frontières de son petit territoire. Qu'ils le disent ou non, cela vise à faire partir les Palestiniens. Le projet sioniste - qui voulait qu'il ne s'agisse d'une « patrie » que pour le peuple juif - ce projet s'est terminé avec la tentative de « supprimer » le peuple palestinien du nouveau pays, et avec des guerres.

La classe dirigeante américaine a mené les mêmes politiques, à une échelle beaucoup plus énorme.

Afin de s'accrocher à des terres et d'étendre le territoire des États-Unis, les dirigeants américains ont envoyé leur armée pour « éliminer » et exterminer de nombreuses populations indigènes en Amérique du Nord. Les dirigeants américains ont géré le déplacement de millions d'Africains, les asservissant afin de développer l'agriculture des plantations dans le Sud.

Certains disent que c'est de l'histoire ancienne... Pas du tout. Nous vivons dans le présent que le passé a créé. Aujourd'hui, l'Afrique est en proie à des



L'aéroport Ben Gurion à Lod en Israël.

guerres, et son manque de développement découle du fait que sa population a été réduite de moitié au cours des près de trois siècles de traite des esclaves. Son propre développement économique a été bloqué et détourné par le capitalisme européen et américain.

Aujourd'hui, les villes américaines sont en proie à la pauvreté, qui est imposée arbitrairement à la population noire. Cela vient du fait que le capitalisme américain a acheté et vendu des gens comme des marchandises. Il a changé de système uniquement lorsque l'esclavage ne fut plus assez rentable. Aujourd'hui, le capitalisme abandonne également les immigrants lorsque leur travail n'est plus assez rentable. Il condamne une grande partie de la classe ouvrière à une existence précaire.

L'histoire ne se répète pas exactement de la même manière. Mais elle ne disparaît pas. La guerre menée aujourd'hui contre Gaza est liée à l'histoire d'Israël, à la manière dont elle s'est

créée, aux choix faits par les dirigeants depuis sa fondation. Le soutien des États-Unis à l'égard de l'État hébreu est lié à l'histoire des États-Unis, qui ont utilisé les deux dernières guerres mondiales pour devenir la puissance la plus forte du monde et pour faire du Moyen-Orient leur propre centre de profit.

Différents parcours, mais qui fusionnent dans la guerre à Gaza. Il s'agit aussi de parcours communs : les Israéliens et les États-Unis font partie du même système capitaliste, un système dont les crises périodiques conduisent à des explosions sociales et/ou à des guerres.

Parce que la classe ouvrière n'est pas intervenue assez tôt pour se débarrasser du capitalisme, les peuples du monde ont fait face à la Première Guerre mondiale, puis à la Seconde Guerre mondiale. Mais les deux guerres ont déclenché des explosions sociales.

Quelles conséquences ce passé aura-t-il sur notre avenir ?

Dans les entreprises

Echos des hôpitaux (Martinique)

L'hôpital public vache à lait des capitalistes

Le déficit des 32 CHU en France a triplé en un an, pour atteindre 1,2 milliard d'euros fin 2023. Une des principales causes de ce creusement du déficit, c'est l'inflation : les prix de l'énergie, du matériel médical, des produits pharmaceutiques ou encore de l'alimentaire n'ont cessé d'augmenter cette année... pour le plus grand bonheur des capitalistes de ces secteurs qui s'enrichissent en ponctionnant l'hôpital public.

Racket

Le gouvernement a décidé de doubler les franchises sur les boîtes de médicaments. L'État récupérerait ainsi 800 millions d'euros au détriment des assurés sociaux. Le gouvernement s'en prend d'autant plus aux malades qu'il ne touche pas aux profits des trusts pharmaceutiques, ni aux entreprises qui bénéficient de nombreuses exonérations de cotisations sociales.

La voix des communaux (Abymes)

La gravité s'en mêle

La semaine dernière, des morceaux de béton se sont détachés

du plafond dans un bureau au stade municipal. Tout corps en chute est attiré vers le sol. Heureusement, il n'y a pas eu de blessés. Le jour où ce stade va s'effondrer sur lui-même, il ne faudra pas crier à la « dévonn ».

Une belle brochette

Une délégation de la ville des Abymes est partie au salon de l'agriculture à Paris. Le Directeur général des services est de la partie. *Konbyen èkta tè i ka kiltivé ? Konbyen bèf é kabrit i ka lèvé ?*

L'Écho de Jarry

SGEC Gaddarkhan : la loi de l'attraction

Le 8 février, José Gaddarkhan en interview lors du salon du BTP disait « nous avons besoin de rendre nos métiers attractifs ». Mais quand les conditions de travail poussent les travailleurs qui sont déjà là à partir, il ne faut pas s'étonner du manque d'intérêt.

SGEC Gaddarkhan : innovation ou pas

Une barrière de plusieurs dizaines de kilos, non motorisée, avec des roues en fin de vie et non-graissées, le tout à pousser à la force des bras... Cela contraste beaucoup avec l'innovation dont certains parlaient lors du salon du BTP.

Haïti

Les gangs candidats au pouvoir politique

Dans un communiqué datant du 3 mars, le gouvernement du premier ministre Ariel Henry a décrété l'état d'urgence dans l'ouest du pays, où se situe Port-au-Prince, « pour une période de 72 heures renouvelable ».

Devant les attaques coordonnées des gangs, le premier ministre a aussi décrété un couvre-feu sur le même territoire jusqu'au 7 mars pour tenter de reprendre le contrôle de la capitale. Depuis jeudi 27 février, la violence organisée par les gangs est montée de plusieurs niveaux. Ils annoncent vouloir renverser le premier ministre. Alors qu'Ariel Henry est au Kenya, négociant l'envoi de policiers pour venir en aide à la police haïtienne, les gangs ont coordonné leurs attaques. Sous le label « Vivre Ensemble », ils ont visé des sites stratégiques. Samedi 2 mars la prison a été envahie et les prisonniers libérés dont plusieurs chefs de gangs. Les principaux postes de police ont été incendiés, l'aéroport in-

ternational a été occupé. Jimmy Chérizier alias « Barbecue » avait annoncé l'attaque disant « tous les groupes armés vont agir pour obtenir le départ d'Ariel Henry ». Avec ces nouvelles attaques, le sort des habitants des quartiers visés est devenu encore plus précaire, c'est avec les mains en l'air que certains ont quitté leur maison, d'autres se sont cachés où ils ont pu. Outre les policiers, plusieurs dizaines de personnes ont été tuées. En février l'aventurier Guy Philippe et le politicien Moïse Jean-Charles ont tenté de renverser Ariel Henry en utilisant une fraction de la population lors des manifestations, ils n'ont pas réussi à le déchouker. Maintenant ce sont les gangs ar-



més contrôlant déjà les quartiers de la capitale qui réclament le pouvoir politique. Ils tentent de renverser Ariel Henry. Barbecue, qui avait déjà lancé une alliance de gangs, est leur porte-parole et déclare cyniquement vouloir « mettre fin à l'insécurité ». Lorsque les travailleurs et les

pauvres seront eux-mêmes aussi candidats au pouvoir politique avec leur propre parti de classe, ces bandes armées ne pèseront pas lourd face à eux. C'est sûr. A condition que les travailleurs et les masses pauvres trouvent le chemin de leur propre émancipation en toute conscience et indépendance de classe.

Hezbollah-Israël

Vers un nouveau front de guerre ?

Depuis le 8 octobre 2023, au lendemain des massacres du Hamas en Israël, le mouvement chiite libanais Hezbollah (le parti de dieu) a lancé depuis le Liban du Sud des attaques à la roquette contre l'État d'Israël.

L'armée israélienne, Tsahal, a riposté, ce qui a déclenché depuis des affrontements entre les deux parties à la frontière entre le Liban et Israël. Aujourd'hui les violences s'intensifient et le conflit s'est étendu au-delà de la bande frontalière de dix kilomètres. Le risque d'une guerre ouverte entre Israël et le Hezbollah pourrait embraser la région. Déjà, au Liban 90 000 personnes ont fui les bombardements. Déjà, des centaines d'hectares de terres agricoles et de forêts ont été décimés par les bombes. Les frappes israéliennes ont aussi touché la capitale syrienne, Damas. Tsahal a visé des sites où se trouvent des groupes soutenus par l'Iran. Israël a assassiné le 2 janvier le numéro deux du Hamas, Saleh Al-Arouri, à Beyrouth. Le 14 février, dans la ville de Nabatiyé, une frappe israélienne a tué sept civils, membres d'une même famille, et trois membres du Hezbollah. Quatre mois après le déclenchement des



affrontements 248 personnes en majorité des combattants du Hezbollah, 33 civils ont été tués au sud du Liban. Du côté israélien, selon l'armée, 16 personnes ont été tuées dont dix soldats et six civils. Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah a affirmé qu'il fera payer « par le sang » à Israël le prix des civils tués au Liban. Le chef d'état-major de l'armée israélienne, Herzi Halevi, a assuré que le Hezbollah « paiera un prix très élevé » pour ses attaques sur le nord d'Israël. Au nord, plusieurs dizaines de milliers d'habitants ont été éva-

cués. Le journal économique israélien « Calcalist » a mené une étude, s'il y a une guerre entre le Hezbollah et Israël, il a estimé qu'elle sera « plus destructrice et sanglante que nous l'imaginons ». Pour l'instant la guerre n'a pas encore été officiellement déclenchée, ce ne sont que des paroles de dirigeants, mais l'escalade pourrait devenir dangereuse, surtout pour les travailleurs et les populations pauvres qui sont déjà les premières victimes des affrontements.

ABONNEMENT

12 MOIS :
Sous pli fermé 33 €
Sous pli ouvert 25 €

Je désire m'abonner au journal Combat ouvrier pour une période de....mois.

NOM :
Prénom :
Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de euros.

Règlement par chèque adressé à :
M. Philippe ANAÏS
Combat ouvrier
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille -
97 128 GOYAVE - Guadeloupe,
Antilles Françaises

Responsable de la publication : P. ANAÏS
Adresser toute correspondance
EN GUADELOUPE : Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, L'Aiguille, 97128
GOYAVE—Guadeloupe
Tel : 0690 73 48 93
EN MARTINIQUE : Louis MAUGÉE
BP 821 97258 FORT-DE-FRANCE Cedex
Tel : 0696 26 56 18
Composition - Impression Imp. ERAPRESS
Commission paritaire : 51728
Site internet : combat-ouvrier.com
Courriel : redaction@combat-ouvrier.com
Page Facebook :
<https://www.facebook.com/CombatOuvrier1>